

l'extérieur limite les droits des citoyens. Après l'attaque japonaise contre Pearl Harbor, des journaux américains ont-ils publié des articles favorables à l'empire nippon? "Mettons fin à l'agression extérieure qui nuit à l'épanouissement des droits et laissons au Nicaragua la chance d'élaborer son propre processus politique."

Un participant canadien a néanmoins souligné que les voisins du Nicaragua s'interrogent sur ce que ce dernier compte faire dans l'avenir. Ils acceptent les raisons que Managua invoque à l'heure actuelle pour conserver une armée nombreuse, mais qu'en sera-t-il après la disparition des *contras*? En outre, le gouvernement nicaraguayen aura de la difficulté à dissoudre l'armée: en effet, il lui faudra alors veiller à ce que les soldats licenciés n'envahissent pas le marché du travail, car cela intensifierait encore plus la crise économique. Il serait donc utile que Managua annonce un plan de démobilisation qui entrerait en vigueur à la fin des hostilités. D'un autre côté, "les voisins du Nicaragua doivent reconnaître que certaines activités menées sur leur territoire causent des problèmes à Managua; ils peuvent faire davantage pour les limiter, en dépit des pressions extérieures s'exerçant sur eux", et ils devraient chercher à conclure avec le Nicaragua des accords distincts au sujet de leurs frontières.

À cet égard, le fait que le Costa-Rica et le Nicaragua aient réussi à conclure un accord préliminaire il y a déjà deux ans pour créer une commission des frontières constitue un précédent de taille. L'offre que l'ONU et l'OEA ont récemment présentée revêt elle aussi beaucoup d'importance, car les deux organismes mettent ainsi au service des diverses parties leur expérience en matière de supervision internationale des frontières. Pour contrôler la mise en oeuvre des accords frontaliers, on devra faire appel à des organismes internationaux et au Canada, lequel possède une vaste expérience dans le domaine. Si un accord intervient, le Nicaragua pourrait retirer son action en justice contre le Costa-Rica, devant la Cour internationale de justice, ce qui contribuerait à accroître la confiance. Divers conférenciers ont insisté sur la nécessité de faire renaître de toute urgence le dialogue entre les États-Unis et le Nicaragua. Pour cela, il faut, en un premier temps, faire cesser la guerre des mots entre les deux pays. Advenant une telle évolution des choses, "le monde entier pousserait un énorme soupir de soulagement". Bien qu'il ne faille pas s'attendre à des "résultats spectaculaires" ni à "une percée", c'est là un premier pas critique à franchir. "Provoquer l'amorce d'un dialogue constituerait en soi un succès."

Rôle des tierces parties, dont le Canada

Les participants à la Table ronde ont à maintes reprises insisté sur l'importance de l'appui de tierces parties, en général, et sur la nécessité